

## Laval théologique et philosophique



# Les recherches en philosophie et l'avenir de la formation philosophique collégiale au Québec. Une étude en épistémologie sociale

François Tournier

Volume 52, Number 2, juin 1996

Actes du colloque international « Sens et Savoir » à l'occasion du cinquantenaire de la revue (Avec le concours du Fonds Gérard-Dion et du Consulat de France à Québec)

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/401010ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/401010ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Faculté de philosophie, Université Laval

### ISSN

0023-9054 (print)

1703-8804 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Tournier, F. (1996). Les recherches en philosophie et l'avenir de la formation philosophique collégiale au Québec. Une étude en épistémologie sociale. *Laval théologique et philosophique*, 52(2), 551-563. <https://doi.org/10.7202/401010ar>

Tous droits réservés © Laval théologique et philosophique, Université Laval, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# LES RECHERCHES EN PHILOSOPHIE ET L'AVENIR DE LA FORMATION PHILOSOPHIQUE COLLÉGIALE AU QUÉBEC\*

## UNE ÉTUDE EN ÉPISTÉMOLOGIE SOCIALE

François TOURNIER

Le questionnement à l'origine du présent exposé a fait l'objet d'une série de réflexions, parues récemment dans le journal officiel de la Fédération des professeurs et professeurs d'université, *Université*, qui dénoncent les effets pervers des contraintes organisationnelles de la recherche universitaire sur le développement des lettres, des humanités et des sciences sociales. Ainsi, le professeur d'études françaises de l'Université de Montréal, Gilles Marcotte, s'en prend à ce qu'il surnomme le « complexe rechercho-universitaire » (au sens où on parlait il n'y a pas si longtemps d'un « complexe militaro-industriel »), dans un article dont le titre en traduit bien l'esprit, « Quand le système de la recherche empêche le travail de la pensée<sup>1</sup> ». À ses yeux, la prédilection actuelle dans les milieux universitaires québécois pour le modèle de la recherche subventionnée comporte un certain nombre de conséquences capables d'infléchir le développement de certains champs de la culture dans le sens d'intérêts et d'objectifs qui leur sont étrangers et non dans celui de valeurs qui leur soient intrinsèques et spécifiques. Son collègue du Département des littératures de l'Université Laval, le professeur Réal Ouellet, abonde dans le même sens lorsqu'il écrit : « [...] la recherche dans le domaine littéraire a été considérablement modifiée par le recours massif aux organismes subventionneurs<sup>2</sup> ». De même, leur collègue en

\* *Note de la rédaction.* Pour des raisons d'espace, nous avons dû abrégé le texte de cette communication. Nous nous en excusons auprès de l'auteur.

1. Gilles MARCOTTE, « Quand le système de la recherche empêche le travail de la pensée », *Université*, 3, 5-6 (1994), p. 13.
2. Réal OUELLET, « Dans le domaine littéraire. Il faut refuser l'importation du modèle unique de la recherche collective et subventionnée », *Université*, 4, 3 (1995), p. 16.

science politique de l'Université de Montréal, le professeur Gérard Boismenu, identifie une série de symptômes pathologiques similaires dans le développement actuel des sciences sociales<sup>3</sup>.

La domination de la science expérimentale et de la technologie sur les humanités est de nos jours un fait acquis dans l'institution universitaire et sa justification idéologique est d'une telle efficacité sur la mentalité de ses membres qu'elle a transformé jusqu'au vocabulaire dont se servent les professeurs de lettres, de philosophie et de théologie pour parler d'eux-mêmes et de ce qu'ils font. Dans un département d'« Études françaises », on ne parle plus aujourd'hui d'« études » mais de « recherches ». Qui aurait pensé, il n'y a pas si longtemps, que l'étude de l'œuvre de Sainte-Beuve serait considérée comme une « recherche » et celui qui la mène, comme un « chercheur » ? Qui aurait prévu que la lecture de l'œuvre de Kafka deviendrait un jour une « spécialité » ? Ne parle-t-on pas librement de nos jours de « sciences religieuses », de « sciences juridiques », de « sciences administratives » et même de « sciences policières » ? On trouve même à la Faculté de philosophie de l'Université Laval, un « laboratoire » de philosophie ancienne et médiévale. Faut-il considérer les assistants de « recherche » qui y travaillent comme des « techniciens » de laboratoire ? Personne ne sera étonné d'apprendre qu'on chercherait en vain des éprouvettes ou un bec Bunsen dans le local qu'on a ainsi étiqueté et où on se livre au même exercice de traduction et de commentaire sur des textes anciens auquel on se livre depuis 1929 au *Pontifical Institute for Medieval Studies* de Toronto, ou depuis 1942 à l'Institut d'Études Médiévales de Montréal. Pour ceux qui ont appris que la « recherche » est un genre d'activité qui se pratique en « laboratoire » ou sur le « terrain » et qui fait appel à des manipulations et des procédures « expérimentales » et « reproductibles », il apparaît assez étrange de devoir justifier d'appeler de la même manière un genre d'activité intangible qui se pratique par la simple réflexion avec l'aide d'un papier et d'un crayon, bien assis derrière un bureau. Faut-il y voir une espèce nouvelle de « fraude » comme semble le sous-entendre le professeur Marcotte lorsqu'il écrit à propos du mot « recherche » : « [a]ujourd'hui encore, je ne suis pas sûr du tout d'en faire, ou d'en avoir fait, et je me sens un peu *frauduleux* [nous soulignons] quand j'inscris sous ce mot, dans quelque rapport universitaire, les articles et les livres que j'ai écrits » ? La question se pose manifestement puisqu'en définitive, c'est pour une question de gros sous, c'est-à-dire de subvention, qu'on est prêt à habiller et à maquiller ainsi au goût du jour comme des jeunes, ces vénérables vieilles dames de la culture. Une « tromperie » d'une telle envergure, non seulement tolérée mais fortement encouragée, qu'on ne cherche même pas à dissimuler et qui ne trompe personne, rendrait tout aussi frauduleuse l'utilisation de l'expression « Nations Unies » pour faire référence à une organisation politique qui ne regroupe qu'un nombre limité de nations qui sont d'ailleurs loin d'être unies. C'est plutôt l'effet plus que tangible d'une idéologie universitaire qui exalte la science et la technologie tout en dévalorisant les humanités et la philosophie.

3. Cf. Gérard BOISMENU, « Il faut s'interroger sur les effets du modèle hégémonique de la recherche subventionnée », *Université*, 4, 4 (1995), p. 24.

Pour mieux se fondre dans le décor de la recherche scientifique subventionnée, les anciennes « études » littéraires vont se tourner vers la production de listes, de bibliographies, de dictionnaires et de compilations en tout genre, parce qu'elle est facilement « mesurable », qu'elle offre toute l'apparence de l'« objectivité » et qu'elle peut être découpée en tranches et donner lieu à de multiples conférences et publications. Pour se donner l'allure de la scientificité, on privilégie l'usage du vocabulaire de la psychanalyse, de la sémiologie, de l'anthropologie, de l'archéologie, de la linguistique, voire de la « réflexologie du pied ». Là où l'argent parle, le « rendement » est synonyme d'« excellence » et la « quantité » ou la « régularité » deviennent la marque du succès. La production d'une « œuvre » personnelle, qui s'attaque à un assez vaste sujet et qui demande une longue réflexion est un luxe qu'on ne peut plus se payer sous peine de compromettre une carrière. Une étude qui n'intéresse pas qu'une petite poignée de « spécialistes » mais le public cultivé en général est associée le plus souvent à l'incompétence. La standardisation des projets rend périlleuse la critique des constellations théoriques de l'heure et les projets plus originaux qui ne cadrent pas avec les méthodologies reconnues et les sujets « [...] les mieux cotés à la bourse de la recherche subventionnée [...] » sont automatiquement écartés. En sciences sociales, la recherche fondamentale et plus spéculative est dénigrée au profit de projets qui ont une pertinence sociale directe et des retombées pratiques à court terme. Comme on ne reconnaît pas le droit à l'erreur, il y a une nette tendance à s'engager dans des recherches dont on connaît déjà les tenants et les aboutissants. Assez rapidement, le penseur se transforme en un entrepreneur à l'esprit comptable principalement intéressé par la rentabilisation de ses ressources. Bref, les humanités se transforment d'une façon qui, selon ces auteurs, leur sied très mal.

Qu'en est-il plus spécifiquement de la philosophie ? Se pourrait-il que le modèle de la recherche subventionnée modifie cette discipline au point de lui faire perdre tout l'intérêt que naguère elle suscitait ? Avant de répondre à cette question, un préalable épistémologique s'impose. Ces appréciations intempestives de la situation actuelle pourraient très bien être le fruit d'une résistance au changement ou d'une nouvelle variation sur le mythe de l'âge d'or à jamais perdu. Ces récriminations contre la recherche subventionnée pourraient très bien provenir d'une arrière-garde humaniste dont les conceptions sont surannées. Ce réquisitoire, même s'il est partagé par plusieurs, n'en demeure pas moins tissé d'impressions subjectives formulées par des acteurs directement impliqués dans le débat en cours. Pour prendre la mesure des transformations imposées dans le champ de la philosophie québécoise par le complexe rechercho-universitaire et en évaluer les conséquences, il importait donc de se dégager préalablement de la mêlée et de se doter d'une plate-forme plus théorique et d'une assise plus historique. La quête de ce point de vue plus « objectif » nous a conduit dans les méandres d'une recherche dont nous ne pouvons présenter ici que de brefs aperçus.

La célèbre controverse entre K.R. Popper et Thomas S. Kuhn permet de poser un premier pont entre la problématique soulevée par les professeurs Marcotte, Ouellet et Boismenu et les modèles plus rigoureux de l'analyse épistémologique. Comme on le sait, le modèle poppérien suppose que la science et la découverte scientifique pro-

gressent lorsque les scientifiques acceptent de confronter leurs hypothèses à l'épreuve des faits, dans un esprit critique, et sont prêts à les abandonner en cas de réfutation. La grande recherche scientifique est une quête constante de nouvelles hypothèses animée uniquement par la raison, l'anti-dogmatisme et la recherche désintéressée de la « vérité ». Pour Kuhn, le scientifique est loin de vivre une aventure intellectuelle aussi palpitante. La pratique concrète de la science est beaucoup plus « routinière » et beaucoup moins innovatrice et « révolutionnaire » que ne le souhaite Popper. Loin d'appliquer consciemment une méthode qu'il aurait rationnellement choisie auparavant, le scientifique est dogmatiquement endoctriné au cours de son initiation à la profession et se sert de modèles bien établis de résolution exemplaire de problèmes qu'il tente d'imiter. Comme le joueur de casse-tête, il connaît à l'avance, grâce à son paradigme, l'image finale à laquelle doit nécessairement ressembler le résultat de ses travaux, il a en main tous les morceaux préalablement découpés par le paradigme ainsi que les règles d'assemblage. Ce qu'il teste dans son travail de recherche n'est pas du tout le paradigme ou des hypothèses audacieuses qu'il aurait inventées mais bien son habileté à résoudre des problèmes scientifiquement et à exercer sa profession dans les règles de l'art. Blâmer le paradigme en cas d'échec revient pour l'ouvrier à blâmer ses outils lorsqu'il est incapable d'accomplir sa tâche.

Ce qu'il y a d'étonnant dans ce débat, à la lumière de la problématique qui nous intéresse, c'est la réplique de Popper à Kuhn. Popper reconnaît l'existence réelle de la science routinière décrite par la théorie kuhnienne des paradigmes. Il se reproche même publiquement de ne pas avoir prêté assez attention au phénomène sur lequel Kuhn a beaucoup insisté. À ses yeux cependant, c'est un phénomène assez récent qui remonte tout au plus à la Première Guerre mondiale et que la course subséquente aux armements a amplifié par un recours à la production en masse de scientifiques. Ce que Popper conteste donc est qu'il s'agisse d'une caractéristique de la science à travers son histoire millénaire. À son avis, Kuhn a élaboré sa théorie sur la base de ses expériences personnelles dans des communautés scientifiques contemporaines et non sur la base d'une étude fidèle de l'histoire des sciences. Enfin, Popper présente l'avènement récent de cette nouvelle forme « routinière » de la science à grande échelle comme un danger qui menace son avenir :

Mais il se pourrait très bien que la « routine » prenne complètement le dessus sur la science. C'est un danger auquel je suis resté aveugle avant que Kuhn ne m'ouvre les yeux. On pourrait dans un avenir rapproché se diriger vers une période où le critère de scientificité de Kuhn — une communauté de chercheurs unis par une *routine* — soit pratiquement accepté. Si tel était le cas, ce serait la fin de la science telle que je la conçois<sup>4</sup>.

On ne peut évidemment s'empêcher de remarquer l'étrange similarité entre l'attitude de Popper face aux transformations récentes de la science contemporaine isolées par Kuhn et l'attitude des professeurs Marcotte, Ouellet et Boismenu face aux transformations qui affectent les lettres et les sciences sociales à la suite de l'avènement de la recherche subventionnée. Dans les deux cas, on dénonce des conditions institutionnelles impropres à l'épanouissement d'un champ du savoir. Si Kuhn se contente

4. Karl R. POPPER, « Replies to My Critics », dans P.A. SCHILPP, éd., *The Philosophy of Karl Popper*, Vol. 2, Illinois, Open Court (« The Library of Living Philosophers »), 1974, p. 1146.

de décrire cette nouvelle situation et de l'admettre comme un fait (ainsi que le ferait une science sociale), Popper *évalue* ces conditions institutionnelles à la lueur de sa conception de la science et les condamne comme un danger capable de retarder considérablement le progrès scientifique. C'est dire qu'une méthodologie de la science présuppose des conditions institutionnelles et donc que l'épistémologie a un aspect social indéniable. Dans une enquête dont nous ne pouvons vous livrer ici les détails, faute d'espace, nous avons montré que tous les modèles épistémologiques proposés jusqu'ici présupposent certaines conditions institutionnelles et sociales. Comme ce sont des conditions sociales logiquement présupposées et non historiquement réalisées, autant dire que ce sont des conditions sociales *idéales*. Lorsque des conditions historiques s'éloignent de ces conditions idéales, l'épistémologue n'a d'autre choix que de les dénoncer et d'en évaluer les répercussions sur son modèle épistémologique. Une partie importante de l'épistémologie demeurée largement inexplorée jusqu'ici du fait de l'adhésion spontanée des épistémologues aux conditions sociales libérales des pays de l'ouest, s'occupe de définir les conditions sociales idéales logiquement présupposées par une méthodologie de la science et d'évaluer à leur lumière les conditions sociales existantes. Nous conviendrons d'appeler ce genre d'étude, *l'épistémologie sociale de la science*. Nous dirons que la problématique soulevée par les professeurs Marcotte, Ouellet et Boismenu et celle que leurs propos nous a inspirée sont du ressort de l'épistémologie sociale.

Dans sa critique du fascisme, du marxisme et du totalitarisme, Popper nous a livré un exemple concret d'épistémologie sociale de la science. En effet, la pratique de la science telle que la conçoit la méthodologie poppérienne présuppose logiquement la liberté de penser, la liberté d'expression, l'impartialité, l'esprit d'innovation, la défense et la sanctification de la rationalité, la libre confrontation dans la discussion, l'esprit critique, l'attitude sceptique, la valorisation de l'empirie et de l'expérimentalisme, et j'en passe... Ce sont des valeurs sociales et politiques de type libéral que ne sauraient tolérer des régimes politiques comme le nazisme de l'Allemagne du III<sup>e</sup> Reich, le marxisme de la Russie stalinienne ou de la Chine populaire, l'intégrisme musulman dans certains pays arabes ou le Chili du célèbre général. Est-ce à dire que des modèles épistémologiques comme ceux de Kuhn, Lakatos et Laudan, où un certain dogmatisme est un élément indispensable au succès de la science, sont plus compatibles avec ces régimes politiques ? Aucunement. Tous ces modèles épistémologiques présupposent logiquement un concept surtout développé par la sociologie fonctionnaliste américaine (Parson, Merton, Barber, etc.), à savoir, celui de l'« autonomie » de la science. En fait, de la Révolution russe jusqu'aux années 1950, les philosophes et les sociologues sont convaincus non seulement que la science allemande de l'Allemagne nazie et la science russe de l'Union soviétique accusent un retard certain, mais également que celui-ci s'explique en grande partie par l'absence de la libre expression de la pensée. C'est tout l'Ouest, du politicien jusqu'au boulanger, qui est convaincu que, sans la liberté de penser, il ne peut pas logiquement se réaliser de progrès scientifiques substantiels et c'est pourquoi on parle du « rideau de fer » et de conditions de vie sans commune mesure avec les conditions occidentales. Dans le modèle mertonien, l'autonomie de la science est protégée par un « *ethos* »

scientifique qui prône les valeurs libérales dont nous parlions plus haut. Cet « *ethos* » fait tellement corps avec la recherche scientifique moderne qu'il est en même temps la condition nécessaire de ses succès cognitifs et technologiques. S'attaquer à cet « *ethos* », comme l'ont fait Hitler ou Staline, revient à enrayer le système de la recherche scientifique en entier. C'est tout l'Ouest également qui allait déchanter lorsque l'Américain moyen a observé dans le ciel de l'Amérique, en faisant cuire son « hamburger » sur sa terrasse, le premier « sputnik » en orbite autour de la Terre. Cela bien avant les Américains qui étaient pourtant convaincus de leur supériorité incontestable dans le domaine aérospatial. En fait, depuis les années 1970, les études historiques ont démontré que l'Allemagne nazie et l'Union soviétique ont fait progresser la science dans plusieurs secteurs du savoir et que l'idéologie scientifique libérale représentait plus l'« effort de guerre » des intellectuels occidentaux qu'une véritable découverte historique, sociologique ou épistémologique. Dès qu'elle s'intègre au complexe militaro-industriel des sociétés modernes, la science est « naturellement » immunisée contre les interventions politiques et idéologiques un peu trop intempestives, comme Hitler l'a appris à ses dépens et comme le démontrent l'affaire Lyssenko et l'agriculture russe. Il n'est nul besoin de défendre ici des valeurs libérales ou d'avoir recours à un « *ethos* » scientifique pour préserver une certaine « autonomie » de la science. Il est dans l'intérêt immédiat de n'importe quel régime politique contemporain, même religieux, de la maintenir. C'est plutôt l'absence de conditions économiques appropriées (industrialisation, militarisation, urbanisation) qui explique les retards qu'accuse la science dans certains pays.

Un autre pont important jeté par la controverse Popper-Kuhn entre le problème des conditions sociales du développement des humanités et les modèles épistémologiques est cet aveu de Popper que son modèle pourrait ne pas refléter le fonctionnement véritable de la science depuis la Première Guerre mondiale et sa critique selon laquelle la théorie kuhnienne isole un phénomène assez récent en science. Il semble que les modèles épistémologiques soient liés à différentes époques de la science : le modèle néopositiviste au développement des sciences formelles au début du XX<sup>e</sup> siècle, le modèle poppérien à l'époque de la révolution einsteinienne en physique, la théorie des paradigmes à la science depuis la Seconde Guerre mondiale, etc. Il serait évidemment trop long de développer ce point plus amplement ici. Néanmoins, nous dirons que les théories épistémologiques du développement de la science isolent des variations de surface qui s'expliquent à un niveau plus profond, par une histoire beaucoup plus lente et homogène. Pour l'*épistémologie sociale de la science*, la véritable révolution scientifique moderne ne se déroule pas aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles avec Newton ou au XX<sup>e</sup> siècle avec Einstein. C'est dans les universités allemandes de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que les conditions *institutionnelles* de la science vont prendre pour la première fois la forme qu'on leur connaît aujourd'hui. Avant cette époque, le scientifique est un travailleur autonome, isolé, patronné individuellement par des personnages influents, qui pratique la science un peu comme un loisir (une passion) et qui n'a rien du spécialiste. Isaac Newton, par exemple, est à la fois chimiste, physicien, astronome, électricien, opticien, mathématicien, etc. Dans cette perspective, la fameuse révolution scientifique que les historiens associent habituel-

lement aux noms de Copernic, Kepler, Galilée, Newton, Descartes, Harvey, etc., loin d'être un bouleversement de l'univers intellectuel de l'époque, s'inscrit en parfaite continuité avec les conceptions synthétiques du monde qu'on tente de mettre en place depuis l'époque grecque. Cette « révolution » ne fait que remplacer l'ancienne synthèse scolastique par une nouvelle synthèse, la conception mécanico-corporelle que les penseurs de l'époque tentent d'appliquer à tous les champs du savoir, des sciences de la nature aux sciences sociales en passant par les lettres, la philosophie, la morale et la religion. C'est un univers intellectuel en compression. Ce n'est que 250 ans plus tard qu'on abandonne toute idée de contribuer à une conception scientifique du monde, à une vision synthétique à laquelle contribuerait chaque spécialité scientifique. Lorsque les néopositivistes du Cercle de Vienne proposeront l'idée d'une conception scientifique du monde au début du XX<sup>e</sup> siècle, elle est depuis longtemps complètement démodée et irrecevable dans les milieux scientifiques. L'organisation de l'université allemande de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle restera jusqu'à la Seconde Guerre mondiale (presque cent ans) le modèle que toutes les autres grandes universités du monde chercheront à imiter. C'est le « Big Bang » initial qui marque le passage d'un univers intellectuel en compression à un univers intellectuel en expansion. À partir du moment où l'organisation disciplinaire des universités prend le dessus, la science se développe non plus sous le signe de l'unité (qu'elle soit théorique, conceptuelle ou méthodologique) mais sous celui de l'éclatement, de la dispersion et de la fragmentation des savoirs scientifiques. C'est par la spécialisation de plus en plus fine et isolée que progresse la science depuis cette époque. Mises à part la profession et l'appartenance à l'institution, plus rien ne lie les différentes spécialités qui développent leurs propres objets, leurs propres méthodes, leurs propres standards et même leur propre langage, que seule une longue initiation permet désormais de comprendre. La science et l'université sont devenues une véritable tour de Babel qui se caractérise par un effondrement complet de la communication entre les différentes spécialités et sous-spécialités.

Enfin, le troisième élément qu'apporte la réponse de Popper à Kuhn pour l'élaboration de notre plate-forme théorique, c'est l'idée selon laquelle, depuis la Première Guerre mondiale, il y a une nette tendance à la production en masse de scientifiques dans toutes les spécialités. C'est le phénomène mondial de la démocratisation de l'enseignement et de l'augmentation du taux de scolarisation de population dans les pays industrialisés qui y transforme complètement la fonction de l'école, c'est-à-dire les conditions institutionnelles dans lesquelles se développait jusqu'ici la science contemporaine. Les deux grandes guerres mondiales ont permis aux scientifiques de sortir de l'université et de s'intégrer directement au complexe militaro-industriel, entraînant par le fait même une fragmentation de la profession en une variété de professions différentes selon qu'ils travaillent pour les secteurs public, parapublic, privé ou encore pour l'appareil militaire. Nous ne nous intéressons ici qu'à la profession scientifique universitaire. Le phénomène de l'inflation des diplômes scolaires ne pouvait surgir qu'à la suite de transformations qui le rendent possible dans la structure économique de la société. Après la Seconde Guerre mondiale, l'économie se caractérise par la formation de conglomerats et de géants financiers, par la fusion des



entreprises, la concentration du capital, la mondialisation des marchés, etc. Selon Bourdieu, Boltanski et Saint-Martin<sup>5</sup>, ces transformations structurelles du système économique vont modifier complètement les stratégies de reproduction de la classe dominante et, de ce fait, la fonction de l'école et de l'université. Les patrons propriétaires des entreprises vont se transformer en actionnaires de conglomerats financiers et ils seront remplacés à la tête des entreprises et dans les tâches de direction par des gestionnaires spécialisés et diplômés qui transforment les profits en rentes versées aux propriétaires devenus actionnaires et qui tentent de s'accaparer une part de plus en plus grande du gâteau. Partout, les spécialistes s'intègrent à l'administration et à la planification des entreprises ; les postes de plus en plus spécialisés, même au bas de l'échelle, exigeant des techniciens diplômés et de la main-d'œuvre qualifiée. Le diplôme scolaire n'est plus simplement l'attestation d'une bonne éducation mais devient, comme les titres de propriété, une monnaie qui donne accès à des conditions de vie supérieures. Aussitôt, c'est la course à la scolarisation et aux diplômes dans toutes les couches de la société. S'il appartenait auparavant aux familles fortunées et au marché du travail d'opérer la sélection des individus, de plus en plus il revient à l'école et à l'université d'opérer cette sélection. Les scientifiques qui jusqu'ici formaient un petit groupe isolé à l'intérieur des universités deviennent des « ouvriers » salariés au service de l'industrie, de l'armée, du gouvernement et de l'université. Les institutions leur fournissent les installations expérimentales, le support financier et leur verse un salaire en compensation de leur force de travail. En l'espace de quelques générations, le nombre de scientifiques augmente de façon exponentielle. Selon une évaluation de De Solla Price, 90% des scientifiques qui ont de tout temps existé sont encore vivants aujourd'hui. De nos jours, on forme les scientifiques dans leur spécialité comme on formait naguère des techniciens à l'école professionnelle publique. Cette « prolétarianisation » des scientifiques et leur nombre en constante progression ne pouvaient évidemment demeurer sans effet sur l'exercice de la profession. Le phénomène de la « fraude scientifique » qui nous est habituellement présenté comme un mal moral et social de la science de notre temps par les organismes subventionnaires, les directions universitaires, les éthiciens, les historiens, les psychologues et les sociologues et qui, pour cette raison, a reçu une couverture médiatique sans précédent, n'est en fait que la résultante de la confrontation d'une ancienne image dépassée de la science avec sa réalité actuelle. La fraude scientifique apparaît beaucoup plus inacceptable pour le public en général que la fraude financière, par exemple. En effet, dans la conception populaire, un financier consacre sa vie à la recherche de son intérêt financier alors qu'au contraire, le scientifique s'est mis au service de la recherche désintéressée de la vérité : « mentir » en science revient à s'exclure de la science comme le financier philanthrope qui donnerait tout son argent aux autres s'exclut du monde de la finance. La science ne fait plus sens si on cesse de rechercher la vérité de façon désintéressée. Mais, c'est une image de la science qui appartient à une autre époque. Le scientifique est pareil à n'importe quel autre « travailleur » qui embrasse une carrière et veut avant tout assurer ses moyens de subsistance et son

5. Cf. P. BOURDIEU, L. BOLTANSKI, M. de SAINT-MARTIN, « Les stratégies de reconversion. Les classes sociales et le système d'enseignement », *Social Science Information*, 12, 5 (1973), p. 61-113.

emploi. La fraude en science aujourd'hui n'est rien de pire ni rien de mieux que la fraude dans n'importe quelle autre sphère de la société, de la classe politique aux sectes religieuses. La recrudescence actuelle de la fraude en science n'étant en quelque sorte qu'un effet secondaire de la production en masse de scientifiques, c'est une autre recherche que celle de la « vérité » qui est donc instaurée par cette nouvelle science « routinière ». Les enjeux ont nécessairement changé avec la modification du jeu lui-même. Les scientifiques sont à la recherche de « découvertes » et d'« inventions » qui leur assureront un capital symbolique, la reconnaissance de la communauté scientifique et des avantages financiers. C'est d'ailleurs précisément dans cette logique que s'insère le modèle de la recherche subventionnée : la plus grosse part du gâteau au plus débrouillard. La petite histoire de la découverte de la structure de l'ADN est assez explicite sur cette question pour qu'il ne soit pas nécessaire de détailler ici. Comme l'invention du jeu de Scrabble pendant la grande dépression des années 1930 a su assurer l'avenir financier de son inventeur alors au chômage, de même une invention en science qui porte son nom assure automatiquement à son inventeur gloire et fortune. Le scientifique est devenu aujourd'hui un inventeur-entrepreneur et non quelqu'un qui cherche la vérité de façon désintéressée.

\*  
\* \* \*

L'exaltation de la science et de la technologie qui a fait du modèle de la recherche subventionnée le modèle universitaire universel et la dévalorisation des humanités qui a enlevé tout prestige social à l'enseignement d'une culture philosophique générale au collégial, constituent les deux faces de l'idéologie scolaire dominante « intériorisée » par la communauté philosophique québécoise et qui la conduisent à adopter des pratiques autodestructrices. La sur-valorisation de la recherche subventionnée amènent les philosophes à se donner une représentation de soi (une identité) calquée sur le modèle scientifique et à se juger à la lumière de critères « scientifiques » et « technologiques ». Le philosophe qui enseigne la culture philosophique générale devient un « philosophe » au sens que le mépris scientifique et populaire donne à cet adjectif. Par la spécialisation de ses professeurs/chercheurs, l'enseignement philosophique universitaire se détourne de son objectif social, c'est-à-dire la formation d'enseignants capables de donner une culture philosophique de base en 45 heures et à 135 élèves. Privé de sa stratégie et de son instrument principal de reproduction, l'enseignement collégial de la philosophie périclite, se dégrade et donne raison à l'idéologie scolaire dominante d'en réduire l'importance. La communauté philosophique se fait ainsi la complice de sa propre disparition en sciant la branche sur laquelle elle repose : sans l'enseignement obligatoire de la philosophie au niveau collégial, les jours de la philosophie universitaire sont évidemment comptés. Il ne s'agit de rien de moins que de son principal débouché sur le marché du travail et le lieu privilégié où elle recrute ses nouveaux membres. La sur-valorisation de la tâche de recherche et la sous-valorisation de la tâche d'enseignement, la prédilection exclusive pour la spécialisation et la disparition de la culture philosophique générale sont

des décisions par lesquelles les philosophes conspirent contre l'avenir de leur propre faction de classe et se font les complices de ceux qui souhaitent son dépérissement. Les ressources scolaires sont de plus en plus limitées et il ne fait aucun doute que les différentes spécialités enseignantes dans le système scolaire sont engagées dans une lutte pour l'appropriation de la plus grande part des ressources. Dans un tel contexte de restrictions budgétaires, la philosophie et les humanités pourraient très bien devenir, aux yeux de l'idéologie scolaire dominante, un luxe lié à un niveau de vie que la société québécoise ne peut plus se payer.

\*  
\* \*

Il ne s'agit aucunement de « prophétiser » ou de « prédire » l'avenir plus ou moins rapproché de la philosophie sur la base d'une analyse de sa situation actuelle, mais bien de mettre à jour certaines compatibilités ou incompatibilités entre une situation historique réelle et des conditions sociales *idéales*. Même si les régimes politiques totalitaires n'ont jamais réussi à effectivement freiner ou stopper la découverte scientifique et le progrès de la science comme le supposait Popper, il n'en demeure pas moins que, pour lui, ce sont des conditions sociales qui mettent en péril la pratique de la science telle qu'il la conçoit *idéalement*. Son modèle épistémologique pré suppose donc un régime démocratique et libéral. Le problème est que ces diverses conceptions présupposent des conditions sociales qui pouvaient avoir cours à un certain moment de l'histoire, qui ont été supplantées par d'autres et auxquelles il n'est pas très « réaliste » de penser « revenir » un jour. Par exemple, le modèle poppérien présuppose une institution de la science qui pouvait avoir cours entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et la Première Guerre mondiale, et le modèle de Kuhn présuppose une institution de la science qui pouvait avoir cours surtout après la Seconde Guerre mondiale. Revenir au scientifique qui travaille presque seul et dont les installations de recherche peuvent encore être financées par les universités est impensable aujourd'hui. Ces coûts inhérents à la recherche scientifique contemporaine qui exigent des moyens que seuls l'industrie ou l'État peuvent supporter vont également rendre complètement caduques les conditions sociales présupposées par le modèle de Kuhn, à savoir, une forme de « dogmatisme » et d'« endoctrinement » interne à la communauté scientifique dont la condition nécessaire et indispensable est une certaine *autonomie* de la science qui n'existe plus.

La philosophie ne produit pas un genre de « savoir » susceptible de s'incorporer à la structure économique de la société industrielle moderne. Elle s'inscrit plutôt dans sa superstructure idéologique et, plus concrètement, dans le système d'enseignement collégial et universitaire. Nous pouvons donner trois exemples d'épisode historique où la philosophie occupe une place prépondérante dans le système d'éducation de la société : la philosophie allemande de l'époque des guerres napoléoniennes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la philosophie marxiste depuis la révolution russe et les purges stalinien nes et la philosophie thomiste au Québec entre 1930 et 1970. Du point de vue de l'institution sociale de la philosophie, ce sont des « âges d'or » où cette discipline

atteint des sommets dans l'échelle du prestige social et du statut universitaire. Aucune de ces philosophies n'est « doctrinalement » neutre, c'est-à-dire que ce sont toutes des philosophies « engagées » qui évoluent dans des institutions universitaires également « engagées » pour les mêmes causes : la philosophie marxiste pour la révolution bolchevique, la philosophie allemande pour la défense de la culture et du nationalisme allemand et la philosophie thomiste pour la défense de la culture française et le pouvoir spirituel de l'Église catholique romaine. Toutes ces philosophies instaurent une remarquable unité doctrinale et pédagogique entre les niveaux d'enseignement collégial et universitaire qui leur permet de satisfaire pleinement le besoin social. Une chose distingue cependant l'une d'entre elles. La philosophie allemande fait montre d'un esprit d'« invention » et d'« originalité » que ne possède pas les deux autres qui se font les épigones et les commentateurs d'un système philosophique importé d'ailleurs. *Idéalement*, il semble donc que plus une philosophie s'accorde à l'unisson avec l'idéologie scolaire et l'idéologie nationale dominantes, plus sa place dans l'institution scolaire est prépondérante et son avenir assuré.

Appliquée au problème des conséquences pour le développement de la philosophie de l'hégémonie universitaire du modèle de la recherche subventionnée, cette loi *idéale* de la prépondérance de la philosophie dans le système d'enseignement commande de se conformer à cette idéologie scolaire dominante et d'adopter les façons de faire qui caractérisent la science expérimentale universitaire. Mais c'est oublier que la science et la philosophie n'ont pas la même fonction sociale. Le mode de fonctionnement de la science expérimentale répond au besoin de son « incorporation » dans la structure économique de la société alors que la philosophie est confinée à la superstructure idéologique et, plus précisément, au système d'enseignement collégial et universitaire. Si la science expérimentale avait pour unique fonction de former les étudiants de niveau collégial à la « mentalité » scientifique, de leur transmettre une culture scientifique générale, ce n'est pas le modèle de la recherche subventionnée qui produit des spécialistes sur des sujets très pointus qui serait la meilleure stratégie et le meilleur instrument de reproduction. Il y a une incompatibilité entre l'enseignement d'une culture générale et la formation de spécialistes sur des questions bien délimitées.

C'est ce que montre l'histoire de la philosophie au Québec qu'on peut diviser en quatre périodes : la fin du régime français et la conquête anglaise ; la période de la philosophie thomiste ; la réaction post-thomiste ; et enfin, la période actuelle où le modèle de la recherche subventionnée exerce une hégémonie certaine. Nous constatons qu'à partir d'une unité doctrinale et pédagogique entre tous les niveaux de l'enseignement pendant la période thomiste, la philosophie institutionnelle se fractionne et devient de plus en plus disfonctionnelle socialement. Ce processus est mis en branle pendant la période thomiste elle-même lorsque, dans les facultés de philosophie, on forme non seulement des thomistes mais des thomistes spécialisés en philosophie moderne, en philosophie des sciences et en philosophie sociale et économique. Une fois les futures sciences sociales ainsi spécialisées, il ne leur restera plus qu'à se « libérer » de la philosophie thomiste comme progressivement toutes les autres branches de la philosophie le feront après elles. En philosophie, cette libération prend la

forme du « pluralisme », ou plus précisément de l'enseignement de l'histoire de la philosophie, pendant que, institutionnellement, la fonction de la philosophie demeure inchangée, à savoir, transmettre aux étudiants de niveau collégial une culture philosophique générale et former à l'université les professeurs de philosophie capables de remplir cette tâche au niveau collégial. C'est l'échec complet aux deux niveaux d'enseignement : le « pluralisme » entraîne une absence quasi complète de coopération et de coordination entre les professeurs de niveau collégial sur la délimitation des contenus pertinents et la définition d'objectifs d'apprentissage, de méthodes pédagogiques ou de modalités d'évaluation ; le « pluralisme » au niveau universitaire entraîne bien entendu des conséquences similaires dans l'enseignement mais également dans la structure des programmes qui se fixent des objectifs tout simplement « irréalisables » : comme la connaissance de tous les systèmes philosophiques ou, au contraire, la critique pure sur la base d'aucun système philosophique.

La philosophie universitaire se tourne alors vers le modèle de la recherche scientifique subventionnée bien que, contrairement aux coûts qu'implique la recherche scientifique moderne, ceux des installations nécessaires au travail philosophique soient comparativement très minimes. Ce n'est pas tant une question d'argent que d'« image ». C'est pour donner l'apparence de se pratiquer avec plus de rigueur et moins de « laxisme » que la philosophie universitaire « intériorise » les valeurs du fonctionnement technoscientifique. Comme la recherche n'est pas une composante de la tâche du professeur au collégial, il en résulte une dévalorisation encore plus grande de la fonction sociale principale de la philosophie au Québec, à savoir, l'enseignement d'une culture philosophique générale à tous les étudiants des collèges. L'enseignement collégial est sans conteste le marché principal de l'emploi pour la majorité de la communauté philosophique québécoise. Néanmoins, sous la pression exercée par les administrations universitaires et les organismes subventionnaires, ce qui est devenu une « élite » à l'intérieur de la profession, détourne l'enseignement universitaire de cette fonction sociale première, qui est de former des professeurs compétents pour l'enseignement de la philosophie au collégial, vers la recherche subventionnée. Le développement de la philosophie prend alors la même forme que le développement de la science expérimentale, c'est-à-dire la fragmentation et la dispersion des savoirs qui en viennent à se constituer en autant de spécialités entre lesquelles la communication s'est complètement effondrée. La lecture d'une revue spécialisée en logique mathématique ou en philosophie de la biologie suffira à nous en convaincre facilement. L'enseignement universitaire s'aligne sur la formation de « spécialistes » et de futurs chercheurs dont l'objectif principal est l'établissement d'un réseau de relations interpersonnelles et l'obtention de subventions.

Cette direction donnée à l'enseignement de la philosophie universitaire représente, du point de vue de ses conditions sociales, une stratégie de reproduction de la communauté philosophique québécoise. La « spécialisation » universitaire devient l'instrument de cette reproduction dont l'objectif est de maintenir son prestige, son statut social et, on le présume, la communauté philosophique elle-même. Cette stratégie scinde la communauté philosophique en deux sous-factions entre lesquelles la coordination et la coopération sont à peu près inexistantes. Plus la spécialisation uni-

versitaire gagne en prestige, plus l'enseignement collégial de la culture générale perd de son prestige et est dévalorisée par une partie de la communauté philosophique elle-même qui apporte ainsi de l'eau au moulin de ceux qui voudraient bien voir diminuer ou disparaître l'enseignement obligatoire de la philosophie dans les collèges. Mais sans un tel débouché pour l'emploi, la taille de la communauté philosophique subirait une cure d'amaigrissement radicale. Il y a même lieu de se demander si la communauté philosophique universitaire pourrait elle-même se maintenir et se reproduire dans de telles conditions. *Idéalement*, du point de vue de l'épistémologie sociale, la qualité de ses conditions sociales est fonction de la taille de la communauté philosophique. Plus la philosophie remplit une fonction sociale idéologique importante, en l'occurrence dans le système d'enseignement, et plus les conditions sociales de son développement sont assurées. Comme nous le montre la différence entre l'« âge d'or » de la philosophie allemande et ceux de la philosophie marxiste et de la philosophie thomiste, de bonnes conditions sociales ne sont cependant pas suffisantes pour garantir l'« invention » et l'« originalité » philosophiques. Contrairement à la science, la « découverte » philosophique est extrêmement rare d'autant plus lorsqu'on se situe en périphérie des grands centres.